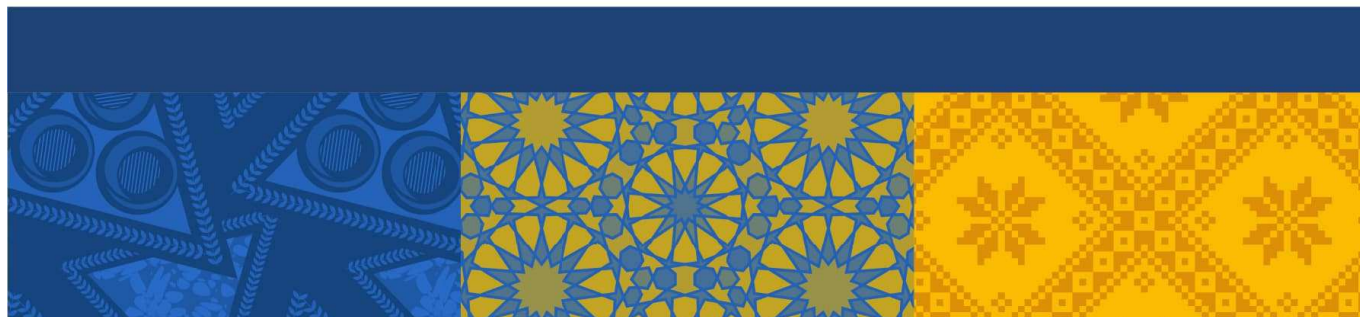




Appui technique international

Lettre d'information n° 23, février 2025

Sommaire

- Lancement du jumelage avec l'INS du Cambodge
- Mission d'évaluation en terre Mosotho
- Clôture et conclusions du projet Hakama II avec le Maroc
- Formation au leadership en statistique publique et à la gestion axée sur les résultats en Afrique subsaharienne
- Les appuis en communication en Afrique
- Les webinaires sur la mesure de l'emploi avec la BCEAO
- Les premières collaborations avec les instituts nationaux de statistique du Kenya et du Rwanda
- Poursuite des développements et expérimentations de la nouvelle version d'ERETES
- Poursuite des implantations d'ERETES en Afrique et en Amérique latine
- Ateliers organisés dans le cadre des projets de coopération PASII - ECOBUSAF et SOCSTAF
- Participation à la Commission statistique pour l'Afrique des Nations unies

Lancement du jumelage avec l'INS du Cambodge

Après l'installation, en mai 2024, de la conseillère résidente du jumelage à Phnom Penh, puis la réalisation, en juillet, d'une mission d'évaluation des coordonnateurs des trois composantes du projet de jumelage avec l'Institut cambodgien de statistique ([NIS](#) ), une nouvelle étape a été franchie en décembre avec la tenue de l'évènement de lancement.

En effet, le 5 décembre, le lancement du projet de jumelage de l'UE « Enhancing the quality of the Statistical System in Cambodia » a été officialisé lors d'une cérémonie présidée par le Ministre cambodgien du Plan en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne, de l'ambassadeur de France et du consul honoraire italien au Cambodge. Ce jumelage est porté par un consortium mené par les instituts nationaux de statistique italien (leader), français, lituanien et polonais.

Des délégations de trois des quatre pays partenaires étaient présentes et ont pu, non seulement participer à l'évènement et à des réunions de coordination du projet, mais également s'impliquer dans les actions d'appui technique relevant de leur responsabilité. Les experts de l'Insee ont ainsi animé les premières séances de travail avec leurs référents cambodgiens sur l'organisation du NIS et son rôle dans la coordination du système statistique, la diffusion des données et les stratégies de communication, la prise en compte des besoins des utilisateurs et la promotion de la parité hommes-femmes au sein de l'Institut.



La délégation de l'Insee composée, de gauche à droite, de Françoise Maurel, Christine Lagarenne, Olivier Biau, Dominique Francoz et Patrick Hernandez

Mission d'évaluation en terre Mosotho

La représentation de l'Union européenne au Lesotho a sollicité Expertise France pour contribuer à un projet, intitulé *Equitable Lesotho*, visant à réduire les différents aspects de la pauvreté multidimensionnelle touchant les populations les plus vulnérables du pays. L'un des volets, pris en charge par l'Unicef, a pour objectif d'améliorer l'accessibilité aux services de base, tels que l'enregistrement des naissances et les solutions énergétiques durables. Pour l'autre composante, Expertise France s'est tournée vers l'Insee pour l'accompagnement dans le renforcement du système statistique national : l'objectif réside dans l'accroissement de l'utilisation de données et de statistiques de qualité et de genre, par le gouvernement et les partenaires internationaux dans la conception des politiques et programmes.

Afin d'évaluer les ressources matérielles et humaines à mobiliser sur la durée du projet (2025-2028), une mission conjointe Expertise France/Insee s'est rendue à Maseru au cours du mois de novembre. Des entretiens ont eu lieu avec l'encadrement du [Bureau of Statistics](#) , certains représentants de services statistiques ministériels, de partenaires techniques et financiers et de quelques associations. Complétée par des échanges à distance, leur analyse, enrichie par l'examen de quelques documents structurants (stratégie nationale de développement de la statistique notamment), permettra d'établir un programme détaillé d'activité et de définir la composition et le profil de l'équipe projet qui sera chargée de sa mise en œuvre à partir de juin 2025.



La mission Expertise France/Insee de droite à gauche Cécile Valadier, Quentin Roy, Tamara Larbi (Expertise France) et Patrick Hernandez (Insee) en compagnie de Celina Molato (directrice du [Bureau of Statistics du Lesotho](#))

Clôture et conclusions du projet Hakama II avec le Maroc

Après quatre années d'activité, le bilan du projet européen [Hakama II](#)  a été présenté lors d'un séminaire de clôture à Rabat en novembre. Axé sur l'efficacité et la transparence de la gestion publique et mis en œuvre par Expertise France, Hakama II comportait une composante statistique prise en charge par l'Insee au bénéfice du [Haut-Commissariat au Plan](#)  du Maroc (HCP).

Statistiques régionales, statistiques d'entreprises et collectes multimodes auprès des ménages constituaient l'ossature de cette coopération, dont les résultats suivants ont été soulignés :

- La réalisation d'une étude territoriale par la [direction régionale d'Oujda](#) et le renforcement de ses capacités en la matière ;
- L'accompagnement des directions régionales par celle de [Tanger](#) afin de mettre en place l'automatisation progressive des échanges de données avec les producteurs ;
- La réalisation d'une enquête de satisfaction auprès des utilisateurs des statistiques régionales par la [direction régionale d'Agadir](#) ;
- Une expérimentation de la collecte par téléphone dans l'enquête Emploi ;
- La rédaction collaborative de premiers programmes sous R pour l'automatisation des contrôles des données collectées dans l'enquête nationale sur les structures économiques.

Tous nos remerciements vont aux équipes du HCP et à celle d'Expertise France à Rabat, ainsi qu'à tous les experts de l'Insee tant de la Direction générale que des directions régionales qui se sont impliqués avec enthousiasme dans le projet.

Formation au leadership en statistique publique et à la gestion axée sur les résultats en Afrique subsaharienne

Sur demande de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne ([Afristat](#)), des formations de sensibilisation au leadership appliqué à la statistique publique et à la gestion axée sur les résultats ont successivement été dispensées en septembre et novembre auprès d'étudiants de dernière année de Master des écoles nationales de statistique d'Abidjan et de Dakar.

Cette initiative donne à ces deux écoles la possibilité d'internaliser les compétences liées au domaine et de l'ajouter à leur offre de formation (initiale, continue et en *executive education*).

Les appuis en communication en Afrique

L'expression de besoins d'appui en matière de communication externe se développe du côté des instituts de statistique. Aussi l'Insee est intervenu auprès de plusieurs organismes, à commencer par l'[INS](#) de Tunisie pour définir le cadre d'une charte graphique éditoriale et d'une rénovation des publications à réaliser en 2025 dans le cadre du projet européen [Savoirs éco en Tunisie](#).

Des échanges se sont également tenus avec Afristat pour le renforcement de leur communication institutionnelle et auprès du grand public. Enfin, une mission d'état des lieux de la communication à l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques ([Inseed](#)) du Tchad doit aboutir à l'établissement d'un plan d'action pluriannuel pour l'INS sur l'ensemble des composantes communicationnelles.



De gauche à droite : Ramadji Madjadina, Djpeur Korodé Gérard, Ousmane Malloum, Abdou Abdallah, Halimé Ali Abbas, Dr Baradine Zakaria Moursal (Inseed), Olivier Gourdon (Insee), Nadjwa Mahamat Abdel-Bagui, Sanoussi Baradine Abdelkerim, Pr Madjigoto Robert et Mbodou Alhadj (Inseed)

Les webinaires sur la mesure de l'emploi avec la BCEAO

Sur demande de la direction des Statistiques de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest ([BCEAO](#)), une série de quatre webinaires a eu lieu pendant le mois d'octobre sur le thème de la mesure de l'emploi. Pendant ces séances, des présentations de l'enquête Emploi réalisée en continu par l'Insee depuis 2003, et de l'enquête *Activités et conditions d'emploi de la main d'œuvre* ([Acemo](#)) de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques ([Dares](#)) du ministère du Travail se sont succédé. Pour compléter le tour d'horizon sur la mesure de l'emploi en France, les statistiques produites à partir de données administratives, notamment les estimations d'emploi, ont été également présentées. Les travaux permettant d'analyser le climat de l'emploi, notamment l'indice synthétique de la conjoncture de l'emploi, ont également été présentés. A l'issue de ces séances, la BCEAO compte mener à bien des travaux permettant d'obtenir des indicateurs agrégés sur l'emploi pour l'ensemble des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Les premières collaborations avec les instituts nationaux de statistique du Kenya et du Rwanda

En 2024, l'Insee s'est rapproché des instituts nationaux de statistique du Kenya et du Rwanda, respectivement le *Kenya National Bureau of Statistics* ([KNBS](#)) et le *National Institute of Statistics of Rwanda* ([NISR](#)), dans le but d'identifier des pistes potentielles de collaborations. Avec le KNBS, l'Insee a partagé son expertise en matière de répertoires d'entreprises. Pendant trois webinaires, qui ont eu lieu entre mai et octobre, des experts de l'Insee ont présenté le répertoire inter-administratif français des entreprises, Sirene, et les modalités de codage automatique, ainsi que le répertoire statistique des entreprises, Sirus. Une séance sur le profilage des entreprises a permis aux statisticiens kényans d'avoir une vision d'ensemble. Avec le NISR, l'attention a plutôt été portée sur les questions de gouvernance et notamment sur la concertation entre les producteurs et les utilisateurs de la statistique publique.

Poursuite des développements et expérimentations de la nouvelle version d'ERETES

Les travaux de rénovation de l'outil d'aide à l'élaboration des comptes nationaux [ERETES](#) ont bien avancé au cours du second semestre 2024. L'un des objectifs de cette période a été d'intégrer les recommandations issues des deux premières missions pilotes menées, en mai, au Cameroun et au Cap-Vert. Ces missions ont porté sur deux chantiers essentiels : les comptes de patrimoine et l'équilibrage semi-automatique des équilibres ressources-emplois.

Les retours des utilisateurs experts, recueillis lors du second atelier technique à Paris du 11 au 14 juin, ont également été pris en compte. Cette session a réuni des représentants des instituts nationaux de statistiques des pays pilotes, à savoir le Cameroun, le Cap-Vert, le Maroc et le Sénégal, ainsi que des experts en comptabilité nationale d'Afristat, de Statafric et du FMI.

Les travaux sur un troisième chantier majeur, la rétropolation des comptes nationaux annuels, ont également débuté. Ce module de rétropolation offrira aux pays utilisateurs d'ERETES la possibilité de recalculer et de diffuser plus rapidement des séries longues des comptes nationaux annuels, alignées sur les nouvelles méthodes définies lors d'un changement d'année de base. Une première mission pilote sur ce chantier a été réalisée, en novembre, au Sénégal par l'Insee.

Les missions dans les pays pilotes, qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du volet ECOBUSAF du Programme statistique panafricain II (PASII), se poursuivront en 2025 avec des expérimentations à partir des données propres des pays avant la mise à disposition de la nouvelle version prévue courant 2025.



Les participants en présentiel à l'atelier et les formateurs, de gauche à droite :
Brice Kamsu (INS du Cameroun), Alexandre Ailloud (ETI à Statafric), Charlotte Schiltz (retraîtée Insee),
Harouna Traoré (Insee), Thierry Robisson (informaticien Orion), Sophie Bourrel et Alice Tchang (Insee),
Khadim Sourang (ANSD du Sénégal), José Dos Santos Fernandes (INE Cabo Verde)



Harouna Traoré (Insee, 6e devant en partant de la gauche) et une partie de l'équipe de la comptabilité nationale de l'ANSD du Sénégal

Poursuite des implantations d'ERETES en Afrique et en Amérique latine

Au second semestre 2024, l'implantation d'ERETES s'est poursuivie au Libéria et en Bolivie. Au Libéria, le chargement des comptes clos a été terminé et l'étape cruciale de codification des sources de données a commencé. La mission financée dans le cadre du volet **ECOBUSAF** du PAS II a été consacrée à la préparation des données, dernière étape avant le travail d'ajustement et d'équilibrage dans l'interface du logiciel. En Bolivie, la mission, à la suite de celle du chef de projet et de la visite d'étude de deux comptables boliviens chez leurs homologues péruviens, a permis de résoudre le problème de non-concordance des nomenclatures de secteurs d'activité et de produits. Cette visite d'étude leur a permis de mieux comprendre l'importance de bien définir les nomenclatures et les sources de données à charger dans ERETES, de voir un exemple de répartition des tâches au sein d'une équipe utilisant le logiciel depuis des années, et de mieux se rendre compte du déroulement d'un « tour » de comptes, synthèse comprise. La mission Insee s'est concentrée sur cette étape d'identification des sources de données boliviennes (qui peuvent être brutes mais également déjà retravaillées) et le début de leur codification.



Alice Tchang (Insee, 2ème en partant de la gauche) et une partie de l'équipe de la comptabilité nationale du Libéria

Ateliers organisés dans le cadre des projets de coopération PASII - ECOBUSAF et SOCSTAF

Outre la mission d'implantation d'ERETES au Libéria et celle au Sénégal concernant l'expérimentation d'un module de rétopolation, les activités des projets ECOBUSAF et SOCSTAF se sont concentrées au deuxième semestre sur l'organisation de deux ateliers en présentiel à Tunis.

Du 8 au 10 octobre, l'Insee a organisé, en étroite collaboration avec Statafric, l'Institut de statistiques de l'Union africaine, un atelier sur les comptes satellites du tourisme (CST).

Dans la suite de deux ateliers virtuels qui se sont déroulés au 1^{er} semestre 2024, cette session a réuni des représentants de sept pays africains qui ont déjà une expérience dans le développement des CST : le Botswana, le Cameroun, le Cap Vert, l'île Maurice, le Maroc, l'Ouganda et la Tunisie.

L'atelier a comporté des présentations de l'Insee sur la construction des CST : concepts, mise en œuvre et évaluation, ainsi que sur les méthodes d'estimation de l'emploi lié au tourisme - un sujet particulièrement important pour les participants africains. Ces derniers ont également eu l'opportunité de partager leurs propres expériences et d'échanger des bonnes pratiques. Un document de travail a été élaboré pour aider les pays souhaitant se lancer dans la construction d'un CST.



David Levy (Insee, 3^e en partant de la gauche en haut) et les participants à l'atelier sur les CST

Du 14 au 17 octobre, dans le cadre du projet PASII-SOCSTAF sur les statistiques sociales, l'Insee a coorganisé avec *Statistics Poland* un atelier sur le domaine des recensements de populations. Il a réuni des représentants d'Eswatini, du Lesotho, du Maroc, de la Namibie, du Maroc et de la Tunisie, pays qui avaient suivi les ateliers en ligne proposés en 2023 par *Statistics Poland* [🔗](#). Il s'agissait cette fois-ci d'évoquer les opérations post-recensement. Les participants ont pu partager leurs expériences en la matière.



Les participants à l'atelier sur le recensement de la population, Guillaume Poiriel (Expertise France, 3^e en partant de la gauche), Anna Slawinska et Dorota Paraluk (Statistics Poland, 4^e et 5^e), Dominique Francoz (Insee, 9^e) et Alexandre Ailloud (ETI à Statafric, à droite).

Participation à la Commission statistique pour l'Afrique des Nations unies

L'Insee a pris part à la 9^e session de la Commission statistique pour l'Afrique et à ses réunions satellites (Forum sur le développement statistique en Afrique – FASDEV – et événements parallèles) qu'a organisées la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (UNECA) du 28 octobre au 1^{er} novembre à Addis-Abeba (Éthiopie).

Sa représentante a pu présenter les résultats des programmes sur financement européen PASII-ECOBUSAF et SOCSTAF dans une séance du forum FASDEV dédiée aux partenariats pour améliorer le système statistique africain. L'organisation et le financement des INS ont également fait l'objet de partages d'expériences entre pays représentés.

Parmi les thèmes majeurs évoqués lors de ces réunions, figure l'utilisation des données administratives à des fins statistiques. Une stratégie et une feuille de route pour aider les pays à moderniser leurs systèmes de traitements des données administratives à des fins statistiques ont été proposées à cet effet.

Un « événement parallèle » sur l'utilisation des hackathons pour renforcer les capacités des INS et sensibiliser les publics (notamment étudiants et universitaires) à l'utilisation des statistiques a également été organisé par la représentante de l'Insee. Il a donné l'opportunité de présenter l'expérience du hackathon organisé en avril 2024 dans le cadre du volet ECOBUSAF et portant sur le thème de l'« exposition de l'agriculture africaine au changement climatique ». La séance était constituée d'une table ronde où quatre orateurs ont fait part de leurs expériences sous des angles variés : les bénéfices pour un INS en tant que participant ou en tant qu'organisateur ou pour une école de statistique. De cette séance ont émergé de nombreuses idées à partir desquelles des recommandations ont été élaborées pour faciliter l'organisation de hackathons dans les INS : l'élaboration d'un guide d'organisation, la mise en place et l'animation d'un réseau africain de data scientists pour faciliter le partage d'expérience, l'organisation annuelle d'un hackathon africain ou la création sous l'égide d'une institution panafricaine (Statafric ou Uneca) d'un groupe d'experts sur les questions de data science.

Prochaine étape : une première version du guide d'utilisation sera rédigée à l'occasion de la visite d'étude que les vainqueurs du hackathon effectueront et qui se déroulera à la Direction générale de l'Insee en février 2025. A suivre !



Les participants à l'événement parallèle sur l'utilisation des hackathons et Dominique Francoz (Insee, 6^e en partant de la droite)